

DECLARATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 17 NOVEMBRE 2011

EN 2012, LES BANLIEUES DONNENT RENDEZ-VOUS A LA REPUBLIQUE

La situation des 5 millions d'habitants qui vivent aujourd'hui dans nos banlieues est particulièrement préoccupante. Depuis 50 ans, notre pays est incapable de régler la ghettoïsation des classes sociales les plus défavorisées. Les élus que nous sommes sont quotidiennement confrontés à la misère, à l'exclusion, au chômage, au décrochage scolaire, à la privation d'accès au logement et aux soins, aux discriminations, au repli communautaire, au basculement de quelques-uns dans la délinquance et la violence.

Les banlieues vivent une crise structurelle profonde, sociale, économique, identitaire, qui malgré les politiques publiques mises en place, en fait les victimes d'injustices sociales et territoriales inacceptables. Comment peut-on accepter que dans certains territoires de notre République, 1 habitant sur 3 et 1 mineur sur 2 vivent sous le seuil de pauvreté ? Qu'un actif sur 5 et près d'un jeune sur 2 soient au chômage ? Qu'un habitant sur 4 renonce de se soigner pour des raisons financières et qu'un adulte sur 6 n'ait aucune couverture maladie ? Que 3 immigrés ou descendants d'immigrés sur 5 ne se sentent pas perçus comme des Français ?¹

L'échec des banlieues n'est pas l'échec de la seule politique de la ville. **La politique de la ville² n'a jamais été pensée à l'origine pour pallier les insuffisances des politiques de droit commun dans ces territoires.** Bien sûr, sans elle et sans la rénovation urbaine en cours qui les transforme, dans quelle situation seraient aujourd'hui ces quartiers ?

L'échec des banlieues tient avant tout à l'absence d'une volonté politique réelle : il est l'échec de notre République. Il est le résultat d'un choix de société. Une République qui impose les mêmes devoirs à tous, mais ne donnent pas les mêmes droits à chacun. Une République qui tolère que la ségrégation, la stigmatisation et l'abandon bafouent nos valeurs d'égalité, de justice et de solidarité. En réalité, parce qu'elles concentrent l'ensemble des maux de notre société, les banlieues vivent, en même temps qu'elles la révèlent pour cette dernière, une crise républicaine profonde.

¹ Chiffres du rapport ONZUS 2011.

² La politique de la ville ne représente qu'un peu plus de 1% du budget de l'Etat.

Il n'y a pas une crise des banlieues, mais une crise républicaine dont les banlieues sont les premières victimes collatérales.

Ces 5 millions d'habitants sont une chance et non pas un handicap pour l'avenir de notre pays. Ils représentent une condition essentielle pour notre réussite commune, non pas une fatalité.

Car il y a dans ces quartiers une énergie citoyenne extraordinaire, une richesse culturelle et associative, une solidarité de galère autant que communautaire, une envie de s'en sortir pour soi et pour les siens, de réussir professionnellement, une jeunesse pleine d'ambitions et de talents... qui devraient rendre notre pays plein d'espoirs. Ces quartiers ont aussi parfois un temps d'avance, dans la diversité de la représentation démocratique, dans les entreprises et les pratiques locales innovantes et performantes. La France n'a pas aujourd'hui, dans la crise que l'on connaît, les moyens de se passer de cette ressource formidable.

Nous en sommes convaincus : le destin de notre République est intimement lié à celui de ces territoires. Sortir les banlieues de la situation de relégation dans laquelle elles se trouvent, c'est promettre un nouvel élan à notre République.

L'association des maires Ville et Banlieue de France appelle donc de ses vœux une politique de la ville profondément renouvelée :

- Une politique de la ville globale et transversale, interministérielle, qui soit une véritable **politique de coordination des politiques de droit commun** dans les quartiers en difficultés.
- **Une politique de la ville différenciée, territorialisée**, qui ne s'impose pas à tous de manière aveugle, mais qui tienne compte de la réalité des besoins locaux. Il y a autant de politiques de la ville que de quartiers défavorisés.
- **Une politique de la ville pilotée au niveau local par le maire et repensée au niveau métropolitain comme vecteur d'aménagement de nos territoires**, car les phénomènes de ségrégation socio-spatiale et de mixité sociale doivent aussi être résolus à une échelle plus large.
- Une politique de la ville large et ambitieuse, **qui ne soit pas une variable d'ajustement budgétaire, particulièrement en temps de crise**. La rigueur ne doit pas être le prétexte à une contraction des champs d'intervention ou de la géographie prioritaire. La rigueur, c'est a contrario avoir l'exigence de faire de la politique de la ville une priorité nationale en étant convaincu qu'elle est un rempart contre la crise pour nos territoires.

En 2012, les banlieues constituent un défi essentiel pour la cohésion sociale et l'avenir de notre pays. Elles ne sont pas seulement un choix politique, pas une simple obligation morale. Face à une République qui s'interroge elle-même, elles peuvent lui insuffler un souffle nouveau. Car si la crise doit avoir une vertu, c'est de redonner du sens aux valeurs de la République en lui permettant de réinvestir ces quartiers. L'élection

présidentielle doit donc être le prélude à une prise de conscience partagée de cette urgence.

Les maires de Ville et Banlieue de toutes origines portent haut cette exigence, car se joue dans ces quartiers l'effectivité de la promesse républicaine : être né, avoir grandi, vivre dans les quartiers populaires ne devrait pas sceller négativement un destin social. Nous savons que les banlieues en font le rêve. Nous espérons que les candidats à la présidentielle en auront l'ambition. •